



EXPERTISE COMPTABLE / AUDIT / CONSEIL

FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association déclarée
W922004562

9 bis rue Abel Hovelacque
75013 Paris

FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

■ OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

■ FONDAMENT DE L'OPINION

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER

Exercice clos le 31 décembre 2025

- **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

- **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

- **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER

Exercice clos le 31 décembre 2025

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du conseil d'administration.

- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

FEDERATION NATIONALE CAMI SPORT ET CANCER

Exercice clos le 31 décembre 2025

- résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
 - il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
 - il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
 - il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 3 avril 2026

Le Commissaire aux Comptes
IGREC



Cédric Rigaudy
Associé

COMPTES ANNUELS

FEDERATION NATIONALE CAMI

9 bis rue Abel Hovelacque

75013 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	26 029	26 029	-	8 262
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	11 138	11 138	-	-
Autres immobilisations	179 142	162 713	16 429	90 275
Immobilisations corporelles en cours	11 421	-	11 421	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	10 000	-	10 000	10 000
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	29 127	-	29 127	15 782
TOTAL (I)	266 857	199 880	66 977	124 319
COMPTES DE LIAISON (II)	-	-	-	-
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	548 271	20 000	528 271	762 409
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres	167 618	-	167 618	199 692
Valeurs mobilières de placement	1 087 416	-	1 087 416	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	940 913	-	940 913	1 695 598
Charges constatées d'avance	59 146	-	59 146	6 298
TOTAL (III)	2 803 365	20 000	2 783 365	2 663 996
Frais d'émission des emprunts (IV)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (V)	-	-	-	-
Ecart de conversion actif (VI)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 070 222	219 880	2 850 342	2 788 314

ASSOCIATION BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	136 854	136 854
Fonds propres complémentaires	-	-
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	-	-
Autres	-	-
Report à nouveau	758 452	525 697
Excédent ou déficit de l'exercice	44 144	232 755
Situation nette (sous-total)	939 450	895 306
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
TOTAL (I)	939 450	895 306
COMPTES DE LIAISON (II)	-	-
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	50 000	50 000
TOTAL (III)	50 000	50 000
PROVISIONS		
Provisions pour risques	199 171	30 000
Provisions pour charges	-	-
TOTAL (IV)	199 171	30 000
DETTES		
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	40 088	119 815
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	68 983	110 614
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	258 599	241 033
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Avances et acptes reçus sur commandes en cours	-	-
Autres dettes	50 711	111 001
Instruments de trésorerie	-	-
Produits constatés d'avance	1 243 340	1 230 546
TOTAL (V)	1 661 721	1 813 008
Ecarts de conversion passif (VI)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 850 342	2 788 314

ASSOCIATION RESULTAT (LISTE)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	-	-
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	-	-
dont ventes de dons en nature	-	-
Ventes de prestations de services	16 000	92 560
dont parrainages	-	-
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	846 976	546 101
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 011 533	940 372
Mécénats	-	-
Legs, donations et assurances-vie	-	-
Contributions financières	-	-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	-	39 770
Utilisations des fonds dédiés	-	7 875
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Autres produits	1 001 420	1 255 181
TOTAL I	2 875 928	2 881 859
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation de stocks	-	-
Autres achats et charges externes	414 033	444 826
Aides financières	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	139 399	124 212
Salaires et traitements	1 469 887	1 510 086
Charges sociales	535 686	561 197
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 445	32 179
Dotations aux provisions	189 171	-
Reports en fonds dédiés	-	-
Autres charges	11 204	403
TOTAL II	2 790 825	2 672 903
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	85 103	208 955
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	15 868	32 921
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL III	15 868	32 921
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	625	1 220
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
TOTAL IV	625	1 220
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	15 243	31 701
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	100 346	240 656

ASSOCIATION RESULTAT (LISTE)

COMPTE DE RESULTAT		Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		52 394	-
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		- 52 394	-
Participation des salariés aux résultats (VII)		-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)		3 808	7 901
Total des produits (I+III+V)		2 891 796	2 914 780
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		2 847 652	2 682 025
6 - EXCEDENT OU DEFICIT		44 144	232 755

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		27 035	2 675
Prestations en nature		90 792	83 992
Bénévolat			-
TOTAL		117 827	86 667
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			-
Mise à disposition gratuite de biens		90 792	83 992
Prestations en nature		27 035	2 675
Personnel bénévole			-
TOTAL		117 827	86 667

ANNEXE

1.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	7
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	7
3.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9
4.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10
5.	PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT.....	10
6.	CRÉANCES	10
7.	ETAT DES IMMOBILISATIONS.....	11
8.	ETAT DES AMORTISSEMENTS	12
9.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13
10.	ETAT DES CREANCES.....	14
11.	PRODUITS A RECEVOIR.....	14
12.	VARIATION DES FONDS PROPRES	15
13.	SUIVI DES FONDS DEDIES	16
14.	COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	17
15.	COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	18
16.	ETAT DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	19
17.	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	19
18.	CHARGES CONSTATES D'AVANCE.....	19
19.	CHARGES A PAYER	20
20.	INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE.....	20
21.	LES EFFECTIFS	20
22.	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	21

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total est de 2 850 342 euros.

Le compte de résultat de l'exercice fait apparaître un bénéfice de 44 144 euros.

Le résultat positif traduit un équilibre financier maîtrisé dans un contexte de transition immobilière et de structuration de l'activité.

L'exercice est marqué par plusieurs éléments significatifs :

- la préparation du changement de locaux (Paris 13 → Paris 12),
- la constatation d'un amortissement exceptionnel de 52 K€ lié aux aménagements non transférables,
- ainsi que le renforcement des provisions pour risques et charges de 169 K€ en lien avec la sortie anticipée du bail.

Ces éléments traduisent une phase de transition structurante pour l'association, avec un impact maîtrisé sur les comptes.

La structure financière reste saine, soutenue par la diversité des ressources (dons, partenaires hospitaliers, mécénat), permettant à la CAMI de poursuivre son développement et d'étendre son action sur le territoire.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes et méthodes comptables généralement admis en France selon les dispositions du PCG suivant les prescriptions du règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et celles du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privée à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes:

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Séparation des exercices
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n°2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31 décembre 2024 », entre les lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

a) Impact de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025

A compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- Les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires ;
- Les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales ;
- Les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres.

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

Aucun résultat exceptionnel n'a été constaté au titre de l'exercice 2024.

b) Présentation de la colonne comparative

Dans la colonne comparative :

- Les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste « Reprises sur les amortissements, dépréciations et provisions ».

L'objet social de l'entité :

La CAMI Sport & Cancer est une association loi 1901 à but non lucratif reconnue d'intérêt général née, il y a 26 ans, d'une intuition : l'activité physique est un complément des traitements traditionnels pour aider les patients à augmenter leurs chances de guérison. Corroborée par de nombreux essais internationaux parus au fil de ces 20 dernières années, la mission de la CAMI Sport & Cancer s'est clarifiée, et l'association a su se développer pour aujourd'hui être en capacité d'accompagner des milliers de patients grâce à l'expertise d'une trentaine de Praticiens en Thérapie Sportive, sur une centaine de lieux de soins en ville et l'hôpital dans une trentaine de départements en France.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

La mission de La CAMI Sport & Cancer se déroule dans de nombreux centres hospitaliers au sein des services d'Oncologie, d'Hématologie, d'AJA (Adolescents Jeunes Adultes) ou d'Onco-hémato-pédiatrie, « en ville » via la prise en charge ambulatoire et en période de rémission, l'objectif est d'intégrer durablement la pratique à ses habitudes de vie.

Les moyens mis en œuvre :

Les Praticiens en Thérapie Sportive de la CAMI Sport & Cancer sont des professionnels de l'activité physique et sportive et de la santé, tous formés à la méthode CAMI.

En 2025, La CAMI a employé en moyenne 44 personnes (dont 27 praticiens en thérapie Sportive en ETP).

Le budget de LA CAMI est de 2 876 K€ en 2025 financé par les dons des patients, les partenaires hospitaliers et les mécènes (Mutuelles et Prévoyances, Associations qui luttent contre le cancer, fondation d'entreprises...).

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériel de bureau et informatique 3 ans
- Mobilier 4 à 5 ans

4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage de 3 ans.

5. PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISÉS, VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour info, parmi les valeurs mobilières de placement, il y a des SICAVS avec une plus-value latente de + de 14 K€ au 31/12/2025.

6. CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

7. ETAT DES IMMOBILISATIONS

Cadre A			Valeur brute début	Augmentations	
				Réévaluations	Acquisitions
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement, de recherche et développement			-		
Donations temporaires d'usufruit			-		
Autres postes d'immobilisations incorporelles			26 029		
		Total (I)	26 029	-	-
Immobilisations corporelles					
Terrains			-		
Constructions sur sol propre			-		
Constructions sur sol d'autrui			-		
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			-		
Installations techniques, matériel et outillage industriels			11 138		
Installations générales, agencements et aménagements divers			87 609		
Matériel de transport			-		
Matériel de bureau et informatique, mobilier			89 801		1 732
Emballages récupérables et divers			-		
Immobilisations corporelles en cours			-		11 421
Avances et acomptes			-		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-		
		Total (II)	188 548	-	13 152
Immobilisations financières					
Participations évaluées par mise en équivalence			-		
Autres participations			10 000		
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			15 782		13 345
		Total (III)	25 782	-	13 345
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)			240 360	-	26 497

Cadre B			Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
			Par virement	Par cession		
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement, de recherche et développement					-	
Donations temporaires d'usufruit					-	
Autres postes d'immobilisations incorporelles					26 029	
		Total (I)	-	-	26 029	-
Immobilisations corporelles						
Terrains					-	
Constructions sur sol propre					-	
Constructions sur sol d'autrui					-	
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels					11 138	
Installations générales, agencements et aménagements divers					87 609	
Matériel de transport					-	
Matériel de bureau et informatique, mobilier					91 533	
Emballages récupérables et divers					-	
Immobilisations corporelles en cours					11 421	
Avances et acomptes					-	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					-	
		Total (II)	-	-	201 701	-
Immobilisations financières						
Participations évaluées par mise en équivalence					-	
Autres participations					10 000	
Autres titres immobilisés					-	
Prêts et autres immobilisations financières				-	29 127	
		Total (III)	-	-	39 127	-
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)			-	-	266 857	-

9. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

L'augmentation de la provision pour litiges de 169 K€ concerne la fin du bail des locaux loués à Paris 13^{ème} qui doit s'arrêter officiellement en juin 2028 mais que la CAMI a dénoncé avec un départ souhaité au 30 septembre 2026 dans les nouveaux locaux loués à Paris 12^{ème}.

			Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
					Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées							
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers			-				-
Provisions pour investissements			-				-
Provisions pour prêts d'installation			-				-
Autres provisions réglementées			-				-
Total I			-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges							
Provisions pour litiges			30 000	169 171	-		199 171
Provisions pour garanties données aux clients			-				-
Provisions pour pertes sur marchés à terme			-				-
Provisions pour amendes et pénalités			-				-
Provisions pour pertes de change			-				-
Provisions pour pensions et obligations similaires			-				-
Provisions pour impôts			-				-
Provisions pour renouvellement des immobilisations			-				-
Provisions pour grosses réparations			-				-
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés			-				-
Autres provisions pour risques et charges			-				-
Total II			30 000	169 171	-	-	199 171
Provisions pour dépréciations							
Sur immobilisations incorporelles			-				-
Sur immobilisations corporelles			-				-
Sur titres mis en équivalence			-				-
Sur titres de participation			-				-
Sur autres immobilisations financières			-				-
Sur stocks et en-cours			-				-
Sur comptes clients			-				-
Autres dépréciations			-				-
Total III			-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)			30 000	169 171	-	-	199 171
- d'exploitation				169 171	-	-	
Dont dotation - financières							
- exceptionnelles							

10. ETAT DES CREANCES

ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé					
Créances rattachées à des participations					
Prêts (1)					
Autres immobilisations financières			29 127	-	29 127
De l'actif circulant					
Clients douteux ou litigieux					
Autres créances clients, usagers, adhérents			548 271	548 271	-
Personnel et comptes rattachés			-	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée					
Autres impôts taxes et versements assimilés					
Divers Etat & autres collectivités publiques			139 900	139 900	-
Confédération, fédération, union, associations affiliées					
Débiteurs divers			27 718	27 718	-
Charges constatées d'avance			59 146	59 146	
Total			804 163	775 036	29 127
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice					
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice					

11. PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du Bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres titres immobilisés	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	77 770
Créances reçues par legs et donations	
Autres créances	21 462
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
Total	99 232

12. VARIATION DES FONDS PROPRES

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Affectation du résultat	Augmen- tations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D=A+B-C
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	136 854				136 854
Fonds propres complémentaires					
- Dotations pérennes représentatives d'actifs aliénables					
- Apports sans droit de reprise					
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés					
Fonds propres avec droit de reprise					
- Apports avec droits de reprise					
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés					
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées					
Autres réserves					
Report à nouveau	525 697	232 755			758 452
Résultat de l'exercice	232 755	- 232 755	44 144		44 144
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Résultats sous contrôle des tiers financeurs					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Total	895 306	-	44 144	-	939 450

13. SUIVI DES FONDS DEDIES

			UTILISATIONS			A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	Montant global	Dont remboursements	TRANSFERTS	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au court des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
MIN SPORTS PROJET MAISON CAMI	50 000	-	-	-	-	50 000	50 000
Total	50 000	-	-	-	-	50 000	50 000

14. COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1- MISSIONS SOCIALES			1- RESSOURCES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	-	-
1-1 Réalisées en France	677 565	632 808	1.1. Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	677 565	632 808	1.2 Dons, legs et mécénats	1 011 533	940 372
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels,	1 011 533	940 372
1-2 Réalisées à l'étranger	-	-	- Legs, donations et assurances-vie		-
- Actions réalisées par l'organisme		-	- Mécénats		-
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger		-	1.3. Autres ressources liées à la générosité du public		-
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	20 858	19 101			
2-1 Frais d'appel à la générosité du public	20 858	19 101			
2-2 Frais de recherche d'autres ressources					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	313 110	288 462			
TOTAL DES EMPLOIS	1 011 533	940 372	TOTAL DES RESSOURCES	-	-
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS		
5 -REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE		-	3- UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTÉRIEURS		
EXCÉDENT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DÉFICIT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	1 011 533	940 372	TOTAL	-	-
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN DÉBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTÉES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DÉDIÉS)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIÉES À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC		
Réalisées en France			Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES À LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	0		TOTAL	0	

Missions sociales : Il convient de noter que les actions principales sont les cours d'activité physique auprès de personnes ayant ou ayant eu une pathologie cancéreuse, la mise à disposition gratuite d'information tous publics et la sensibilisation des acteurs de la santé sur les bénéfices du sport en cancérologie et la formation des professionnels qui encadrent les cours d'APS pendant les traitements et après le cancer.

Ressources collectées auprès du public : Il s'agit de dons non affectés provenant de particuliers, personnes physiques, collectés au cours d'événements organisés soit par l'association soit par des partenaires

15. COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du	TOTAL	Dont générosité du
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
1.1 Cotisations sans contrepartie	-		-	
1.2 Dons, legs et mécénat			-	
- Dons manuels	1 401 148	1 011 533	1 301 319	940 372
- Legs, donations et assurances-vie			-	
- Mécénat			-	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	643 673		1 019 714	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	846 976		546 101	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-		39 770	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-		7 875	
TOTAL	2 891 796	1 011 533	2 914 780	940 372
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES				
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	1 770 458	677 565	1 677 707	632 808
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	20 858	20 858	19 101	19 101
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	58 719		54 479	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	962 363	313 110	890 657	288 462
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	31 445		32 179	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	3 808		7 901	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES				
TOTAL	2 847 652	1 011 533	2 682 025	940 372
EXCEDENT OU DEFICIT	44 144		232 755	

16. ETAT DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine	40 088	40 088	-	
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	68 983	68 983		
Personnel et comptes rattachés	116 808	116 808		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	119 904	119 904		
Impôts sur les bénéfices	3 808	3 808		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et versements assimilés	18 079	18 079		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	50 711	50 711		
Produits constatés d'avance	1 243 340	1 243 340		
Total	1 661 721	1 661 721	-	-

17. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Dans le cadre de la Réforme du Plan Comptable régie par le règlement ANC 2018-06, il a été jugé que les financements perçus par la CAMI ne répondaient pas à la définition des Fonds Dédiés mais à celle des Produits Constatés d'Avance.

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 243 340
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	1 243 340

18. CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	59 146
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
Total	59 146

19. CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du Bilan			Montant
Emprunts obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			42 338
Dettes de legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			164 156
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Total			206 495

20. INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

Aucune indemnité de fin de carrière n'est constatée du fait de l'âge moyen des salariés de l'Association.

21. LES EFFECTIFS

L'effectif moyen 2025 s'élève à 44 personnes (incluant les alternants) dont 27 PTS.

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	9	10
Agents de maîtrise	32	32
Employés et techniciens	3	2
Ouvriers		
Total	44	44

22. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Informations financières (5)				Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations	
Filiales et participations (1)							Brute	Nette							
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).															
1. Filiales															
(+ de 50 % du capital détenu par la société).															
Altus				10 000	-1 130	100%	10 000	10 000		0	30 530	1 892	0	Chiffres au 31/12/2025	
2. Participations															
(10 à 50 % du capital détenu par la société).															
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.															
1. Filiales non reprises au § A.															
a. Filiales françaises (ensemble)															
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)															
2. Participations non reprises au § A.															
a. Dans des sociétés françaises (ensemble)															
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)															